

Benelux Afro Center

Foire Migration et Développement

Initiative Conjointe PNUD&UE

3-4 décembre 2008

ANALYSE DES CONCERNES

GROUPES	ATTENTES	CRAINTES	POTENTIELS CONTRIBUTIONS	CONCLUSIONS RECOMMANDATIONS
BENEFICIAIRES <i>Population</i>	Accès aux soins de santé de qualité (Accessibilité, quantité, qualité) ;Satisfactions besoins primaires de santé	Coût élevé ; éloignement des structures, méfiance d'un nouveau service et sur l'inefficacité	Adhésion au projet, évaluation participative du processus, mobilisation dans les structures locales de concertation	Besoin d'implication et de participation effective de la population dans tout le processus
INTERVENANTS LOCAUX /Cnos	Renforcement capacité d'intervention, formation en gestion, investissement logistique et moyens de fonctionnement ; Reconnaissance et crédibilité	Peur d'une remise en question Perte d'autonomie et de pouvoir	Mobilisation expertise locale, fédérer d'autres actions, réseautage, connaissance du terrain, couverture nationale et mobilisation des bailleurs locaux	Le CNOS= un partenaire incontournable
INTERVENANTS EXT. 1.BAC 2. Partenaires BAC	Reconnaissance expertise BAC Mobilisation expertise diaspora Transfert des compétences Valorisation de l'expertise des membres, forte implication et rétribution ; efficacité et impact positif du projet	Caractère pilote du projet Que le CNOS ne soit pas la hauteur des exigences Ne pas être écouté par le BAC ; récupération des idées ; risque de marginalisation	Mobilisation des ressources et bailleurs ; transfert des compétences Expertise multidisciplinaire Extension du réseau en Belgique et en RDC	Le partenariat BAC et ses partenaires clairement défini et structuré
PARTENAIRE INSTITUTIONNEL LOCAL <i>Le Ministère de</i>	Appui et soutien ; visibilité de sa politique ; impact positif sur la population locale ; meilleure coordination des intervention de santé ; le CNOS= référent unique pour la société civile	Trop de pouvoir financier des ONG Perte de pouvoir	MINI SANTE= instance de régulation, Soutien politique, lobbying auprès de bailleurs ; Statistiques et expertises nationales	Le soutien du Ministère est indispensable car signe de durabilité
PARTENAIRE INSTITUTIONNEL EXT. OMS	Efficacité de l'action CNOS=Réfèrent préférentiel pour la société civile	Risque d'échec du projet Risque d'inefficacité Détournement des fonds vers un autre projet	Lobbying Garant de l'action Soutien matériel	Rôle de Lobbying
PARTENAIRE TECHNIQUE /FINANCIER GIBS – MIDA - CTB	Visibilité Impact positif pour la lutte contre la pauvreté Efficience du programme	- Idem que l'OMS - crainte de non durabilité économique du projet	Comme OMS - financement programme - synergie et complémentarité GIBS et autres programmes	Synergies et complémentarités GIBS pour plus d'efficience et de durabilité
LES ASSOCIATIONS DES MIGRANTS	Valorisation et transfert des compétences ; contribution à l'amélioration de la santé	Manque de feedback Détournement des contributions	Migrants= potentiel financier ; Mobilisation des ressources matériels et humaines	Migrant= acteurs à part entière pour au développement

ANALYSE SWOT - FFOM

1. SWOT BAC

Environnement interne	FORCES (Pour atteindre les objectifs)	FAIBLESSES (Pour atteindre les objectifs)
<p>1. Personnel</p> <p>2. Equipement et logistique</p> <p>3. Ressources financières</p> <p>4. Structures et organisation</p>	<p>1.1- Personnel qualifié avec Expertise reconnue au Nord et au sud</p> <p>1.2- Double connaissance de terrain belge et congolais</p> <p>2. Adéquat et suffisant</p> <p>3. -----</p> <p>4. Notoriété et reconnaissance publique en Belgique et en RDC</p>	<p>1.1 Nombre insuffisant d'experts</p> <p>2. -----</p> <p>3. Budget insuffisant</p>
Environnement extérieur	OPPORTUNITES	MENACES
<p>1. Belgique :</p> <p>1.1. Gouvernement Fédéral</p> <p>1.2. CPAS Bruxellois</p> <p>1.3. Partenaires ISP</p> <p>1.4. Associations Diasporas</p> <p>1.5. OIM/MIDA</p> <p>2. RDC</p> <p>2.1. Ministère de</p> <p>2.2. ministère de la Justice</p>	<p>1.1.- Apport budgétaire DGCD pour le PPA</p> <ul style="list-style-type: none"> - Soutien logistique de l'armée belge - soutien à la mise à l'emploi par l'économie sociale ISP <p>1.2. Soutien à la mise à l'emploi ISP</p> <p>1.3. Partenariat pour la formation et la mise à l'emploi</p> <p>1.4. Renforcement des capacités/Réseautage</p> <p>1.5. apport budgétaire et soutien logistique</p> <p>2.1. Convention de collaboration et soutien logistique</p> <p>2.2 Autorisation de fonctionner en tant organisation étrangère</p>	<p>1.1.- complexité des procédures de soumission</p> <ul style="list-style-type: none"> - conditions de cofinancement contraignantes (15%) - délai aléatoire des expéditions par l'armée - Précarité d'emploi d'économie sociale (durée souvent courte) - caractère inconnu d'un projet pilote - inadéquation entre lourdeur administrative et urgence de terrain <p>2. Instabilité des institutions et insuffisance des moyens</p>

2. SWOT CNOS

Environnement interne	FORCES (Pour atteindre les objectifs)	FAIBLESSES (Pour atteindre les objectifs)
<p>1. Personnel</p> <p>2. Equipement et logistique</p> <p>3. Ressources financières</p> <p>4. Structures et organisation</p>	<p>1. Personnel suffisant et disponible</p> <p>2. –</p> <p>3. -</p> <p>4. Couverture nationale partielle</p>	<p>1 Personnel pléthore/ Gestion insuffisante des R.H.</p> <p>2. manque d'équipement (communication et bureautiques)</p> <p>3. Budget déficitaire, mobilisation difficile des ressources</p> <p>4. - difficulté de travail en réseaux</p> <ul style="list-style-type: none"> - réticence de certains réseaux et certains ONGS (faible légitimité et crédibilité, question de méfiance) - implantation incomplète des CROS et diversité des situations - hétérogénéité des thématiques et dispersion des priorités
Environnement extérieur	OPPORTUNITES	MENACES
<p>1. Ministère de / Gouvernement congolais.</p> <p>2. OMS</p> <p>3. CTB_DGCD, GTZ et autres GIBS</p> <p>4. MIDA-RDC</p> <p>5. Les bénéficiaires</p>	<p>1.- Appui logistique et infrastructure immobilière</p> <ul style="list-style-type: none"> - affectation ressources humaines - lobbying – responsabilisation – collaboration - reprise de leadership par le Ministère de (PDDS) -Plan National de développement socio-économique et Plan d'élimination de la pauvreté <p>2. Lobbying et soutien logistique</p> <p>3.- financements ponctuels des ONGS et CNOS</p> <ul style="list-style-type: none"> - soutien les efforts de coordination du Mini Santé - coordination de leurs interventions financières - échange d'informations et résultats partagés par tous <p>4. - Soutien en ressources humaines et transfert des compétences</p> <ul style="list-style-type: none"> - soutien matériel <p>5. – Participation aux activités</p>	<p>1. – dépendance au Ministère pour l'infrastructure (bureaux), et risque d'ingérence du Ministère pour le personnel affecté au CNOS</p> <ul style="list-style-type: none"> - non paiement salaires et primes du personnel, insuffisance des moyens - exercice anarchique des activités de santé, production de services de santé de qualité douteuse, et déshumanisation des services de santé - risque d'interférence politique à différents niveaux, d'instabilité politique et situation d'insécurité - Rivalités entre ONGS et Gouvernement liées aux capacités d'intervention financière de (certains) ONGS <p>2.- Clientélisme du Ministère de en ce qui concerne le financement des ONGS par l'OMS</p> <p>3. - financement limite, et non durable</p> <ul style="list-style-type: none"> - priorités des bailleurs non harmonisées <p>4. Soutien faible et limité dans le temps</p> <p>5. - Méfiance des bénéficiaires face au développement anarchique du privé</p> <ul style="list-style-type: none"> à but lucratif non régulé, avec explosion des coûts des soins de santé - pas suffisamment consultés - Accès difficile aux informations officielles - Les faiblesses structurelles des associations des bénéficiaires

ENTITE

Zone géographique : Toute la RDC

Structures :

1)La Coordination Nationale du CNOS

2)Les Coordinations Provinciales du CNOS = représentation provinciale du CNOS

3)Certaines provinces disposent déjà de leurs coordinations:

- Bas-Congo, BDD, Kasai Oriental (Mbuji-Mayi), Kasai Occid (Kananga), N/Kivu (Goma), S/Kivu (Bukavu),
- Katanga (Lubum), Prov. Orientale (Kisangani), Equateur (Bumba ou Gbadolite)
- Les autres provinces son en attente Prov. Maniema ; Prov. Kinshasa

4)Les réseaux thématiques dont les bureaux sont établis à Kinshasa et (en principe) en provinces

ANALYSE SWOT-FFOM

PPA BAC CNOS

<i>ENVIRONNEMENT INTERNE</i> <i>CNOS- CPOS (gestion, suivi, activités)</i> <i>BAC (CP – CTS)</i>		<i>ENVIRONNEMENT EXTERIEUR</i> <i>DGCD – GIBS – OMS –</i> <i>GOUVERNEMENT (MINI.SANTE – DOUANE – MINI.JUSTICE- MINI FINANCE) - DIASPORA</i>	
FORCES	FAIBLESSES	OPPORTUNITES	MENACES
<ul style="list-style-type: none"> - transparence et rigueur du recrutement du personnel devant garantir l'efficacité et l'efficience dans l'exécution du PPA - approche participative donnant la parole aux différents concernés par le PPA - maîtrise du contexte local par l'expertise du BAC&CO en tant que expertise extérieure - ressources assurées pour le PPA - dynamisme, disponibilité du BAC&CO pour conduire le PPA - salaires et primes du personnel CNOS&CPOS conformes aux réalités locales - couverture nationale du PPA garantie 	<ul style="list-style-type: none"> - absence des repères pour un projet pilote - Pas de culture du travail en réseau - fragilité des comités de santé en tant premier niveau de concertation de la population bénéficiaire des soins - autorité et monopole de fait de certaines ONGS étrangères suite à leur situation financière confortable 	<ul style="list-style-type: none"> - climat relationnel favorable entre BAC et DGCD à Kinshasa et à Bruxelles - synergie, cohérence et complémentarité avec d'autres programmes du secteur santé - soutien visible du MiniSante, OMS et GIBS par rapport au PPA - expertise et ressources de la diaspora disponibles pour le PPA (la diaspora soutient le BAC et le PPA) 	<ul style="list-style-type: none"> - ingérence des autorités dans le recrutement du personnel affecté au PPA - ingérence des autorités dans le fonctionnement du PPA - perception de l'appui du nord (le BAC) comme une ingérence à la gestion par le CNOS - réquisition des moyens de fonctionnement du PPA par les autorités - certains bailleurs ne sont pas très regardants sur la rigueur dans les critères d'octroi des fonds et de leur gestion. - capacités d'autofinancement du CNOS non garanties à la fin du PPA - perte de soutien des autorités à un moment donné de l'exécution du PPA - distances et éloignement géographique : dimension immense du pays, et moyens de communication très difficiles. - hétérogénéité des contextes provinciaux au niveau du pays - tracasseries administratives pour remplir certaines formalités, notamment les exonérations à la douane pour les matériels exportés au profit du PPA - retard de financement du PA de la première année, source de retard dans le démarrage du PPA